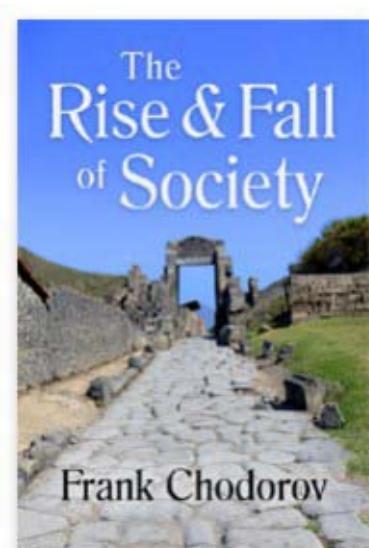


Economie versus politique

Contact Kevin Brookes at kevin_brookes@hotmail.com



Frank Chodorov est un intellectuel qui appartient à la dernière génération de la « Old Right » américaine. *The Rise and Fall of Society*, publié en 1959, à l'âge de 72 ans, est en quelque sorte son testament philosophique. Frank Chodorov avait beaucoup apprécié le travail d'Albert Jay Nock, en particulier ses écrits sur l'État, inspirés de Franz Oppenheimer, le sociologue allemand. Dans ce livre, Chodorov reformule les thèses de Nock dans son propre style.

Pour résumer, il identifie et explore la distinction conceptuelle entre la société et l'État. Cette distinction est au cœur de nombreuses disciplines, notamment la sociologie, la philosophie politique, l'économie, et même la théologie. Pourtant c'est la vérité la moins bien comprise, ou la moins bien reconnue de toutes.

Dans ce chapitre I, Chodorov démontre que l'économie n'est pas la politique. L'économie, comme la chimie, n'a rien à voir avec la politique. Cependant, la politique fait intrusion en permanence dans la science économique, ce que théorise le socialisme. Dans *La Loi*, Bastiat remarque : « Le Socialisme, comme la vieille politique d'où il émane, confond le Gouvernement et la Société. » Bastiat, avant beaucoup, avait fort bien vu cette distinction : « Il y a donc dans le monde deux espèces d'hommes, savoir : les fonctionnaires de toute sorte qui forment l'État, et les travailleurs de tout genre qui composent la société. Cela posé, s'ouvre les fonctionnaires qui font vivre les travailleurs, ou les travailleurs qui font vivre les fonctionnaires ? En d'autres termes, l'État fait-il vivre la société, ou la société fait-elle vivre l'État ? » (Tome VII de l'édition Guillaumin des œuvres complètes de Bastiat, texte 60)

Ainsi, beaucoup croient qu'un fonctionnaire peut et doit améliorer l'économie. Bien sûr, un fonctionnaire pourrait travailler à réduire la réglementation, la fiscalité, etc. Mais fondamentalement, ce qui améliore l'économie, ce sont les hommes et les femmes qui, pour réaliser leurs propres projets, choisissent librement entre des ressources limitées. C'est la loi immuable de toutes les sociétés humaines.

Ce chapitre de *The Rise and Fall of Society* est un remède contre la propagande scolaire qui sévit en France aujourd'hui, dans la plupart des manuels d'économie, d'histoire ou de philosophie. Par exemple l'économie enseignée dans les lycées n'est rien d'autre que l'étude des interventions gouvernementales sur le marché, et non pas l'étude des conséquences négatives de ces interventions ni de l'impossibilité de leur succès.

Dans un premier temps on étudie les mécanismes de la croissance : hausse de la production des services et des biens pendant une durée donnée. C'est le mécanisme du marché. Puis on montre que cette croissance ne produit aucun développement sans l'intervention de l'Etat. Par développement, on entend, un progrès qualitatif du niveau de vie, sur le plan social, culturel et politique. Autrement dit, la croissance n'entraînerait pas le développement mais bien plutôt les inégalités et l'exploitation, bref la guerre. Seul l'Etat serait à même de rendre la croissance durable et profitable

Click here to send your feedback

joli print

Printed with

Economie versus politique

*pour tous. Donc la société ne serait rien sans l'Etat.
C'est ce sophisme que réfute Chodorov ici.*

Il arrive que des bêtes prudentes de la forêt prennent le risque d'être piégées par un chasseur comme un corollaire nécessaire à la recherche de nourriture. Dans tous les cas, l'animal humain rationnel en apparence est devenu tellement habitué aux interventions politiques qu'il ne peut pas penser à la réalisation de sa vie sans elles ; dans tous ses calculs économiques sa première considération est de connaître la loi en la matière. Ou, plus vraisemblablement, comment puis-je utiliser la loi pour améliorer mon sort dans la vie ?

On peut décrire cela comme un réflexe conditionné. Il nous arrive rarement de réaliser que nous pourrions faire mieux par nos propres moyens, dans les limites que nous impose la nature, et ce sans contraintes politiques, contrôles, ou subventions. Il apparaît rarement à notre esprit que ces mesures interventionnistes sont placées sur notre chemin comme les pièges du chasseur, à des fins diamétralement opposées à notre recherche d'une vie meilleure. Nous les acceptons systématiquement comme nécessaires à la poursuite cet objectif.

L'économie n'est pas une branche de la politique

Un jour, ceux qui écrivaient l'économie sont partis de l'hypothèse qu'il s'agissait d'une branche de la science politique. Nos manuels scolaires actuels, presque sans exception, abordent le sujet à partir d'un point de vue juridique : comment les hommes gagnent leur vie en vertu de la législation en vigueur ? Il s'ensuit, et ces livres l'admettent, que si les lois changent, l'économie doit emboîter le pas. C'est pour cette raison que nos programmes d'études universitaires sont surchargés avec un certain nombre de cours d'économie rendant hommage aux lois gouvernant les différentes activités humaines. Nous avons donc l'économie du merchandising, l'économie des opérations immobilières, l'économie de la banque, l'économie agricole, et ainsi de suite.

On admet rarement qu'il y ait une science de l'économie qui couvre les principes fondamentaux à l'œuvre dans toutes les activités humaines, et qui n'a rien à voir avec la législation. Au contraire, si la loi sanctionnait la pratique, il serait approprié, de ce point de vue, d'inclure dans les programmes un cours sur l'économie de l'esclavage.

L'économie n'est pas la politique. La première est une science, liée aux principes immuables et constants de la nature, qui déterminent la production et la répartition de la richesse ; la seconde est l'art de gouverner. L'une est amorphe, l'autre morale. Les lois économiques fonctionnent d'elles mêmes et comportent leur propre régulation, tout comme les lois naturelles, tandis que la politique traite des conventions créées et changées par les hommes. En tant que science, l'économie cherche à comprendre des principes intangibles alors que la politique est éphémère son objet étant les relations au jour le jour d'hommes associés. L'économie, comme la chimie, n'a rien à voir avec la politique.

L'intrusion de la politique dans le champ économique est simplement une marque de l'ignorance ou de l'arrogance humaine. Elle est aussi absurde que de tenter de contrôler les marées. Depuis la naissance des institutions politiques, il y a eu des tentatives de fixation des salaires, de contrôle des prix et de création de capital. Toutes ont échouées. De telles entreprises sont de nature à échouer parce que la seule compétence de la politique est de contraindre les hommes de faire ce qu'ils ne veulent pas faire ou à s'abstenir de faire ce qu'ils sont enclins à faire, alors que les lois de l'économie n'entrent pas dans ce cadre. Elles sont insensibles à la coercition. Les salaires, les prix et l'accumulation de capital ont leurs lois propres, lois qui sont bien au-delà de la compétence du législateur.

L'hypothèse selon laquelle l'économie serait asservie à la politique découle d'une erreur logique. Puisque que l'Etat (le moteur de la politique) peut contrôler le comportement humain, et puisque les humains sont toujours engagés dans le processus

Economie versus politique

d'amélioration de leur vie, au sein duquel les lois économiques opèrent, il apparaît, par conséquent, qu'en contrôlant les hommes l'Etat peut également transformer ces lois à sa guise. Le raisonnement est erroné parce qu'il fait abstraction des conséquences. Il est un principe immuable que les hommes travaillent pour satisfaire leurs désirs, ou bien que la force motrice de la production est la perspective de consommation ; en fait, une chose n'est réellement produite que si elle atteint le consommateur. Par conséquent, quand l'Etat intervient dans l'économie, ce qu'il fait toujours par voie de confiscation, il entrave la consommation et donc la production. Ce que crée le producteur est proportionnel à sa consommation. Ce résultat n'est pas délibéré ; c'est le travail d'une loi naturelle immuable.. Ainsi l'esclave n'est pas volontairement paresseux, c'est un pauvre producteur parce que c'est un pauvre consommateur..

C'est l'économie qui influence la politique et non l'inverse

Il est évident que c'est l'économie qui influence la politique, et non l'inverse. Un Etat communiste (qui entreprend de mépriser les lois économiques, comme si celles-ci n'existaient pas) se caractérise par son obsession de la violence ; c'est un Etat fondé sur la peur. Le modèle aristocratique des cités grecques puise sa source dans l'institution de l'esclavage. Au XIXème siècle, quand l'Etat, pour des objectifs qui lui sont propres, est entré en collusion avec la classe industrielle montante, nous avions le mercantilisme ou l'Etat marchand.

L'Etat Providence est en fait une oligarchie de bureaucraties qui, en retour des priviléges et du prestige du poste, entreprennent de confisquer et de redistribuer la production en fonction des formules issues de leur imagination, tout en méprisant totalement le fait que la production puisse diminuer sous le joug de la confiscation. Il est intéressant de noter que toutes les formes d'Etat-Providence commencent avec un programme de redistribution – contrôle du marché et de sa technique des prix – et finit

avec des tentatives de gestion de la production. C'est parce que, contrairement à leurs attentes, les lois économiques ne sont pas suspendues à leurs interventions politiques, les prix ne répondent pas à leurs diktats, et que dans un ultime effort pour faire marcher leurs notions préconçues ils les appliquent à la production, et que là aussi ils échouent.

L'imperméabilité des lois économiques aux lois politiques est repérable à travers ce fait historique : à long terme tous les Etats s'écroulent, disparaissent souvent complètement et deviennent des curiosités archéologiques. Chaque effondrement dont nous avons suffisamment les preuves est précédé par la même série d'événements. L'Etat, dans sa soif insatiable de pouvoir, intensifie constamment son emprise sur l'économie de la nation, causant ainsi un déclin important de la production, jusqu'à ce qu'à la longue on atteigne le niveau de subsistance et que la production soit insuffisante pour maintenir l'Etat dans les conditions auxquelles il avait été habitué. N'étant pas économiquement capable de répondre aux circonstances immédiates comme la guerre, il périt.

Précédant cet événement, l'économie de la société, sur laquelle les pouvoirs de l'Etat s'appuient, se dégradent, et cette dégradation s'accompagne d'un déclin des valeurs morales et culturelles ; les gens ne se soucient plus de rien. En d'autres termes, la société s'effondre et entraîne l'Etat avec elle. Il n'y aucun moyen pour l'Etat d'éviter cette conséquence – à part, évidemment, d'abandonner ses interventions dans la vie économique de la population qu'il contrôle, chose que son avidité pour le pouvoir ne permet pas. Il n'y pas de moyens pour la politique de se protéger elle-même de la politique.

L'exemple des Etats-Unis d'Amérique

L'histoire de l'Etat américain est instructive. Sa naissance était de bonne augure, ayant été préparée par une coterie d'hommes inhabituellement sages dans l'histoire des institutions politiques et dédiés à la sauvegarde du nouveau-né face aux erreurs

Economie versus politique

de ses prédécesseurs. Apparemment, aucun défaut de tradition n'a marqué le nouvel Etat. Il ne portait pas le fardeau de l'héritage d'un système féodal ou d'un système de castes. Il ne devait pas faire oublier la doctrine du « droit divin » tandis qu'il n'était pas plus marqué par les cicatrices de la conquête qui a rendu l'enfance de certains autres Etats difficiles. Il a été alimenté par des éléments puissants : la doctrine de Rousseau partant de l'idée que le gouvernement dérivait du consentement des gouvernés, les idées de Voltaire sur la liberté d'expression et de pensée, la justification lockéenne de la révolution, et par-dessus tout, la doctrine des droits naturels. Il n'y avait aucune règle dans son statut, susceptible de ralentir son développement. En fait, tout était de novo.

Toutes les mesures de précaution connues par la science politique ont été prises pour empêcher le nouvel Etat américain d'avoir la même habitude auto-destructive de tous les Etats connus de l'histoire, qui est celle d'interférer avec la poursuite du bonheur de l'homme. On devait laisser tranquille les gens, pour qu'ils travaillent à leurs destinées individuelles avec les capacités que la nature leur avait donné. A cette fin, l'Etat a été entouré avec un certain nombre d'interdictions et de limitations ingénieruses. Non seulement ses fonctions étaient clairement définies, mais toute tendance à aller au-delà de ces limites était restreinte par une division tripartite de l'autorité, tandis que la plupart des pouvoirs que l'Etat emploie était réservée aux autorités plus proches des administrés et par conséquent plus favorables à leur volonté ; avec le principe de division de l'imperium et de l'imperio, il était pour toujours défait de sa position de monopole, nécessaire au saccage. Encore mieux, il était condamné à une cure d'amaigrissement ; ses pouvoirs de taxation étant nettement circonscrits. Il ne semblait pas possible, en 1789, pour l'Etat américain d'agir de manière à interférer avec l'économie de la nation ; il était constitutionnellement faible et déséquilibré.

L'encre était à peine sèche sur la Constitution, que ses auteurs, désormais en position d'autorité, com-

menaient à la réécrire par interprétation, afin que ses liens se relâchent. La levure qui est constitutive de l'Etat était en fermentation. Le processus d'interprétation judiciaire, avait commencé et se poursuit jusqu'à aujourd'hui, renforcé un peu plus tard par la procédure d'amendement ; l'effet de pratiquement de tous ces amendements, et ce depuis les dix premiers (qui ont été écrits dans la Constitution par pression sociale), a été de réduire le pouvoir des différents gouvernements des Etats fédérés et d'étendre le pouvoir du gouvernement central. Etant donné que le pouvoir de l'Etat ne peut grandir qu'aux dépends du pouvoir social, la centralisation qui s'est opérée depuis 1789 a poussé la société américaine dans un état d'asservissement que la Constitution avait l'intention d'empêcher.

En 1913, vint l'amendement qui allait complètement briser les chaînes de l'Etat américain, de sorte qu'avec les rentes d'une imposition illimitée sur les revenus il puisse à présent faire des incursions illimitées dans l'économie du peuple. Le seizième amendement n'a pas seulement violé le droit de l'individu de profiter de ses efforts – l'ingrédient essentiel de la liberté – mais il a aussi donné à l'Etat américain les moyens de devenir le plus grand consommateur, employeur, banquier, industriel et propriétaire de capital de la nation. Il n'y a aujourd'hui plus aucune phase de la vie économique dans laquelle l'Etat ne soit pas un acteur, il n'y a plus aucune entreprise ou activité qui n'échappe à son intervention.

La chute de l'Empire Romain

La métamorphose de l'Etat américain, d'une organisation apparemment inoffensive à une machine interventionniste aussi puissante que celle de Rome à son apogée, s'est déroulée en l'espace d'un siècle et demi ; les historiens estiment que la gestation du plus grand Etat de l'antiquité s'est étendue sur quatre cent ans ; nous voyageons plus vite de nos jours. Quand la grandeur de Rome était à son apogée, la principale préoccupation de l'Etat était la confiscation de la richesse produite par ses citoyens

Economie versus politique

et ses sujets. La confiscation était légalement institutionnalisée, telle qu'elle l'est aujourd'hui, et même si cela n'était pas couvert d'un vernis de moralisme ou d'une idéologie rationnalisée, les fonctionnalités de l'Etat-Providence moderne étaient mises en pratique. Rome avait ses plans de création d'emploi, ses pourboires aux chômeurs, et ses subventions aux industries. Ces choses sont nécessaires pour rendre la confiscation indolore et possible.

Pour les romains de l'époque, cet ordre des choses semblait probablement aussi normal et légitime qu'aujourd'hui. Les vivants sont condamnés à vivre au présent, dans des circonstances qui leurs sont contemporaines, et leur intérêt pour ces circonstances rend n'importe quel jugement sur les évolutions historiques aussi difficiles qu'académiques. Les romains n'avaient probablement pas conscience ou ne portaient même pas d'intérêt au déclin qu'ils subissaient et ne s'inquiétaient certainement pas de la « chute » vers laquelle se destinait leur monde. Ce n'est qu'à partir d'un point de vue historique, qui permet de passer au crible certaines preuves et de trouver des liens de cause à effet, qu'une hypothèse signifiante de ce qui est arrivé peut être faite.

Nous savons maintenant que malgré l'arrogance de l'Etat, les forces économiques, qui sont le reflet des tendances sociales, ont été à l'œuvre. La production de richesses, chose pour laquelle les hommes vivent, a décliné proportionnellement aux exactions de l'Etat et de ses interférences ; la préoccupation générale d'une misérable existence a submergé tout intérêt latent dans la culture et les valeurs morales, et le caractère de la société s'est peu à peu transformé en celui d'un troupeau. Les grains à moudre des dieux se sont broyés lentement mais sûrement. En deux siècles, la décadence de la société romaine a été suivie par la désintégration de l'Etat, de sorte qu'il n'y avait ni les moyens ni la volonté de résister aux vents de l'histoire. Il faut noter que la société, qui prospère seulement dans des conditions de liberté, s'est effondrée en premier ; rien ne permettait de résister aux invasions des hordes barbares.

L'hypothèse de cet essai est que la société, le gouvernement et l'Etat, sont simplement des phénomènes économiques et qu'une compréhension pertinente de ces institutions peut être trouvée à travers l'économie et non à travers la politique. Cela ne signifie pas que l'économie peut expliquer toutes les facettes de ces institutions, pas plus que l'étude de l'anatomie révélera tous les secrets de l'être humain. Mais, tout comme il ne peut y avoir d'être humain sans squelette, aucune connaissance des mécanismes sociaux ne peut s'affranchir des lois économiques.

Source : Frank Chodorov, [The Rise and Fall of Society](#), chapitre 1, 1959

Traduction : Sandro et Kevin Brookes, Institut Coppet.

Click here to send your feedback

joli print

Printed with